LA PENSION DE VIEILLESSE

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur le Président, c'est au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social que je m'adresse. Les plus considérables et les plus importants des programmes que nous envisageons sont ceux qui touchent les Canadiens qui sont âgés de 65 ans et plus. Le ministre pourrait-il confirmer que les Canadiens qui atteignent l'âge de 65 ans toucheront comme maintenant ces avantages sur une base universelle, et que les titulaires ne seront assujettis au paiement d'aucune taxe additionnelle sur leurs pensions une fois que la revision sera parachevée.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bienêtre social): Le député me demande si les prestataires de la pension de vieillesse continueront de toucher leurs pensions de la même façon que maintenant, tout comme les autres Canadiens qui prendront leur retraite à l'âge de 65 ans, et je lui réponds oui, monsieur le Président.

LE DÉSARMEMENT

LE PLAN AMÉRICAIN DE MISE AU POINT D'UNE TECHNOLOGIE DE TYPE «GUERRE DES ÉTOILES»

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Apparemment, le secrétaire d'État des États-Unis, M. Shultz, a annoncé que des essais et des recherches sur des armes de types «guerre des étoiles» se poursuivront l'année prochaine en dépit des entretiens prévus en janvier avec le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Gromyko. Monsieur le Président, le gouvernement britannique s'oppose vigoureusement au plan «guerre des étoiles». La semaine dernière, en Europe, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit: «C'est une question que j'espérais éviter.» Devant ces faits, le premier ministre pourrait-il dire aux Canadiens pourquoi son gouvernement se refuse à appuyer la politique que ce Parlement et le gouvernement précédent avaient énoncée, qui consistait à s'opposer vigoureusement au développement de ce genre de système qui menace le monde actuellement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le Canada est membre du traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique. Nous y croyons sérieusement. Nous n'avons pas été approchés pour ce qui n'est encore qu'un projet de recherche qui, je crois, devrait démarrer prochainement. Il n'y a aucun changement. On ne nous a pas demandé d'étudier quoi que ce soit, mais nous avons dit que le gouvernement canadien demanderait toujours l'élimination de tout ce qui milite contre la cause de la paix. Nous sommes en faveur des entretiens de Genève et nous espérons qu'il en sortira des résultats intéressants.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je voudrais demander au très honorable premier ministre si c'est là un changement de politique? Il est déroutant pour les Canadiens de s'apercevoir que leur gouvernement cède aux Américains sur toute la ligne. Le système «guerre des étoiles»

Questions orales

est une nouvelle étape dangereuse de l'escalade. Dans son discours à New York, le premier ministre a présenté le Canada comme une aubaine aux États-Unis, notamment parce que l'on abandonne l'AEIE et que l'on modifie la politique énergétique pour faire plaisir aux grandes sociétés américaines. L'ambition du premier ministre est-elle de devenir le premier gouverneur des États-Unis du Canada?

• (1440)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme je l'ai dit dans mon discours à New York, le gouvernement du Canada défendra l'intégrité et les intérêts de notre pays en toutes circonstances. Le député parle des sociétés internationales. Son cabinet représente la plupart d'entre elles au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Nous sommes décidés à maintenir l'intégrité du Canada et nous la défendrons. Nous n'avons pas de leçons à recevoir du député de Bay Street à cet égard.

Des voix: Bravo!

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES PENSIONS DE VIEILLESSE

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il y a quelques minutes, un membre de son caucus, le député de Parry Sound-Muskoka, a demandé sans ambages au ministre si l'on imposera une surtaxe sur les pensions de vieillesse. Le ministre s'est bien gardé de répondre à cette question, car ça l'arrangeait. Je lui demande à nouveau si le gouvernement est bien décidé à ne pas imposer de surtaxe sur les pensions ni sur les allocations familiales.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bienêtre social): Monsieur le Président, nous pouvons régler une fois pour toutes la question que l'opposition pose sur l'universalité. Il n'y a pas de changement. Nous n'avons jamais eu l'intention d'apporter des changements. On n'imposera pas de nouvelles conditions de versement de la pension de vieillesse aux Canadiens. Les pensions seront versées.

M. Broadbent: Là n'est pas la question.

M. Epp (Provencher): Juste une minute, Ed. Un peu de patience! On vous l'a déjà dit tout à l'heure.

Des voix: Bravo!

M. Epp (Provencher): A propos des ressources, le ministre des Finances et le premier ministre ont demandé s'il est juste de demander aux Canadiens si, à un certain niveau de revenus, une partie de l'argent qu'ils reçoivent ne pourrait pas être plus utile, notamment aux familles monoparentales qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Voilà les questions et les réponses dont nous voulons discuter, et je voudrais que le député me donne également son avis.